



Bureau du Juge Supérieur,
Tribunal d'Altis,
6969 RN 1,
Agios Dionyos,
Altis.

JUGEMENT DU TRIBUNAL D'ALTIS

N° de dossier : Calvin DUGRAM contre l'Etat.

Au nom du peuple d'Altis,

Vu les articles de procédure,

Vu le principe général de droit d'une administration ayant un comportement correct avec ses citoyens,

Vu l'interdiction de faciès à l'encontre des administrés,

Le 6 mai 2020, Monsieur Dugram a subi 5 interpellations durant une même soirée. La gendarmerie ne peut présenter d'élément tangible permettant de justifier ce nombre important d'interpellation. Des accusations mensongères ont été faites à l'encontre de Monsieur Dugram.

De plus, le témoin ayant apporté son témoignage pour la gendarmerie a décidé de se retirer lorsque le juge Molléti lui a demandé son nom et prénom. Par conséquent, aucun élément, si ce n'est des suppositions, n'a pu être présenté par le défendeur.

Pour mémoire, le demandeur reproche à l'Etat de :

- Délit de faciès
- Vice de procédure en l'espèce de l'absence d'un rapatriement à la brigade de Gendarmerie, du non-respect des droits de la défense, d'un contrôle abusif et d'une interprétation faussée de l'article 29 de la Constitution
- Vice de procédure en l'espèce d'une incitation au délit et d'une non-présentation de la vitesse contrôlée au radar
- Vice de procédure en l'espèce d'une interprétation faussée de l'article 417 du Code civil

- Vice de procédure en l'espèce d'une verbalisation en l'absence d'une expertise malgré une demande d'expertise

Il demande en conséquence :

- 50 000 € au titre des marchandises perdues par le temps de contrôle.
- 12 400 € au titre du remboursement des verbalisations de monsieur Calvin Dugram.
- 850 € au titre du remboursement du permis de conduire de monsieur Calvin Dugram.
- 20 000 € au titre des dommages et intérêts symboliques, pour l'acharnement et le délit de faciès pour monsieur Calvin Dugram.
- 60 000 € au titre du remboursement des frais de représentation de l'avocat.

Le procureur a invoqué la prescription du dossier sur le fondement de l'article 101 du Code de Procédure.

Toutefois, considérant que les faits ont eu lieu le 6 mai 2020 et que la requête a été introduite le 9 mai 2020, soit moins de 14 jours avant la connaissance des faits par le demandeur.

Par conséquent, il n'y a pas de prescription.

Au regard des éléments de fait et de droit énoncés durant l'audience, de la plaidoirie de l'avocat ainsi que du Procureur, des dires des témoins, l'Etat a été condamné à payer à Monsieur Dugram ;

- 50 000 € au titre des marchandises perdues par le temps de contrôle.
- 12 400 € au titre du remboursement des verbalisations de monsieur Calvin Dugram.
- 850 € au titre du remboursement du permis de conduire de monsieur Calvin Dugram.
- 10 000 € au titre des dommages et intérêts symboliques, pour l'acharnement et le délit de faciès pour monsieur Calvin Dugram.
- 30 000 € au titre du remboursement des frais de représentation de l'avocat.

Jugement notifié aux parties et publié au bulletin officiel du Tribunal d'Altis.

La République d'Altis mande et ordonne au procureur de la république de s'assurer de la bonne exécution du jugement,

À toutes les forces de l'ordre de prêter main-forte lorsqu'ils en seront légalement requis.

Fait à Agios Dionysos le 9/09/2020.

Juge Supérieur,
Jack Molléti.

AS